

● OBJET

Evolution du PETR marennes Oléron

● DESTINATAIRES

PETR Marennes Oléron – Communauté de communes de l'Île d'Oléron – Communauté de communes du Bassin de Marennes

● DATE

2 décembre 2025

● VERSION

2

Contexte et dynamique territoriale

Depuis plusieurs années, le PETR connaît une réduction progressive de son périmètre d'action. La révision du SCoT est achevée, les programmes européens (GAL et GALPA) se déploient sur un périmètre plus large que celui du PETR, et certaines missions initialement mutualisées ont été reprises directement par les communautés de communes membres. Parallèlement, les trajectoires territoriales de la CCIO et de la CCBM se sont différenciées, chacune développant ses propres coopérations institutionnelles et projets de territoire.

La Chambre régionale des comptes a par ailleurs relevé en 2021 que l'activité du PETR n'était plus pleinement conforme aux objectifs assignés à ce type de structure. Ces éléments convergent aujourd'hui vers la nécessité d'adapter l'organisation institutionnelle existante.

Orientation stratégique

Les Présidents des deux communautés de communes ont acté le 19 août 2025 une orientation commune consistant à procéder à la dissolution du PETR au 31 décembre 2026 et à créer, à compter du 1er janvier 2027, un syndicat mixte fermé (SMF) recentré sur deux missions essentielles : le portage du SCoT et la gestion mutualisée du Système d'Information Territorial. Cette solution permet de maintenir une coopération intercommunale adaptée sur les champs où elle demeure pertinente, tout en simplifiant l'organisation institutionnelle.

Principes de répartition des missions et du personnel

La mission SCoT serait exercée par le futur syndicat mixte fermé, avec une mise à disposition à temps partiel d'un agent titulaire de la CCBM. Le service SIT, composé de trois agents, serait transféré intégralement au nouveau syndicat. Les missions européennes portées par le GAL et le GALPA feraient l'objet d'un transfert à la CARA, sous réserve de la conclusion des avenants nécessaires avec les quatre EPCI concernés et avec la Région Nouvelle-Aquitaine. Dans ce cadre, le contrat de l'agent en charge de l'animation du GALPA serait transféré à la CARA.

Les autres agents fonctionnaires feraient l'objet d'une réaffectation au sein des deux communautés de communes en fonction de leurs profils. Les agents contractuels se verraient proposer un poste vacant le cas échéant

correspondant à leurs qualifications. Si aucun poste vacant n'est identifié au 31 décembre 2026, un licenciement pourrait, dans ce cas, être envisagé.

Dévolution du patrimoine, de la trésorerie et des équilibres comptables

Un inventaire exhaustif du patrimoine sera réalisé avec le comptable public. Il est prévu que les biens immobiliers et le mobilier associé soient transférés à la CCIO, et que les équipements informatiques et logiciels nécessaires au SIT soient transférés au futur syndicat mixte fermé. Les autres biens seront répartis en fonction de leur usage et des compétences reprises.

La clôture des comptes du PETR au 31 décembre 2026 permettra de déterminer le résultat net, la trésorerie disponible, ainsi que les restes à payer et à recouvrer. Ces éléments seront répartis entre les deux communautés de communes selon une clé de répartition fondée sur les contributions, sur les compétences reprises, et pondérée en fonction de la valeur des biens immobiliers et mobiliers rentrant dans le patrimoine des CdC (ici la CCIO principalement), les écritures étant réalisées sous le contrôle du comptable public. Les engagements non soldés seront repris par la collectivité ou la structure assumant la mission correspondante.

Cadre procédural et calendrier

L'année 2026 sera consacrée à la préparation progressive de la dissolution, en deux étapes distinctes. La convention de dissolution sera soumise au vote en février 2026, afin de sécuriser le cadre juridique avant les échéances électorales. Un avenant, intégrant l'ensemble des données financières et patrimoniales consolidées, sera adopté à la fin de l'année 2026 dès lors que les données comptables auront été arrêtées.

La dissolution du PETR interviendra au 31 décembre 2026 par arrêté préfectoral. Le syndicat mixte fermé, doté de statuts approuvés par les deux communautés de communes, sera créé au 1er janvier 2027 afin d'assurer la continuité du SCoT et du SIT.